

## RÉSULTAT DU QUESTIONNAIRE SUR LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES RÉGIONS D'EUROPE *Commission 1 de l'ARE, Septembre 2009*

### OBJECTIFS DU QUESTIONNAIRE

Les politiques agricoles et rurales ont en commun de s'inscrire dans un même territoire, mais leur lien de parenté semble s'arrêter là. En effet, l'agriculture a longtemps été l'objet d'un traitement distinct et privilégié, alors que le " rural " ne possédait pas de légitimité propre et ne se définissait qu'en creux par rapport à l'agriculture ou à la ville.

Le développement rural n'est devenu une politique autonome que très récemment. C'est l'agenda 2000 qui posa officiellement les jalons du second pilier de la PAC. Constituant un volet important de la politique de cohésion et de la stratégie de l'aménagement du territoire, le second pilier cherche à encourager la diversification de l'économie rurale et à améliorer la qualité de vie en milieu rural. En outre, il vise à promouvoir l'innovation et la durabilité de la campagne européenne. Cette politique souffre tout de même d'un manque chronique des fonds pour relever ces défis ambitieux.

La conférence sur le thème « Les territoires ruraux en action » organisée par la Commission européenne en octobre 2008 à Limassol (CY) a inauguré les activités du Réseau européen du développement rural (« RE DR »). Associant les décideurs politiques, administrateurs, académiciens et autres spécialistes en matière du développement rural, cette structure a pour objectif de dynamiser le débat sur l'avenir de la Politique Agricole Commune (PAC), en se focalisant sur la valeur ajoutée du 2e pilier.

Afin de renforcer la position de l'ARE sur l'avenir de la PAC et de la défendre plus efficacement au niveau du « RE DR » et auprès du Parlement européen et de la Commission nouvellement élus, la Commission 1 décida de préparer un questionnaire portant sur les politiques du développement rural dans les régions d'Europe. Son objectif est de savoir comment les régions définissent les territoires ruraux et urbains, quels secteurs d'activité économiques sont présents dans les zones rurales en Europe et finalement comment les fonds alloués au 2e pilier de la PAC sont gérés dans les différents pays.

Le questionnaire a aussi pour but d'identifier les problèmes auxquels se heurtent les autorités régionales pour définir et mettre proprement en œuvre les politiques de développement rural. En outre, il s'agit de faire connaître et d'échanger des projets ruraux innovants susceptibles d'être adaptés dans d'autres contextes.

### TAUX DE PARTICIPATION

36 régions d'Europe ont participé au sondage de l'ARE, autrement dit 13% de nos régions membres.

- |                          |                                      |
|--------------------------|--------------------------------------|
| 1. Açores (P)            | 9. Donegal (IRL)                     |
| 2. Alsace (F)            | 10. Dolj (RO)                        |
| 3. Auvergne (F)          | 11. Friuli-Venezia Giulia - FVG (IT) |
| 4. Békés (H)             | 12. Haute-Autriche (A)               |
| 5. Berat (TR)            | 13. Hunedoara (RO)                   |
| 6. Brodsko-Posavska (HR) | 14. Îles Baléares (E)                |
| 7. Călărași (RO)         | 15. Ile de France (F)                |
| 8. Carinthie (A)         | 16. Karlovac (HR)                    |

- |                               |                                       |
|-------------------------------|---------------------------------------|
| 17. Carinthie (A)             | 27. Östergötland (S)                  |
| 18. Lika-Senj (HR)            | 28. Pozesko – Slavonska Zupanija (HR) |
| 19. Limousin (F)              | 29. Silésie (PL)                      |
| 20. Petite Pologne (PL)       | 30. Somerset (GB)                     |
| 21. Medimurje (HR)            | 31. Suède de l'Est (S)                |
| 22. Mureş (RO)                | 32. Thurgau (CH)                      |
| 23. Nordland (NO)             | 33. Tirana (AL)                       |
| 24. Norrbotten (S)            | 34. Tyrol du Sud (IT)                 |
| 25. Oppland (NO)              | 35. Västra Götaland (S)               |
| 26. Ostrobothnia du Sud (FIN) | 36. Västmanland (S)                   |

Parmi les régions qui ont contribué au sondage, 24 font partie des pays membres de l'Union Européenne, tandis que les 11 restants se trouvent en dehors de la Communauté européenne.

## SYNTHÈSE DES RÉPONSES

### 1. Quel sont les secteurs d'activité économique présents au sein de votre région ? Précisez de quels types s'agit-il ?

Le questionnaire met en lumière une grande diversité des activités économiques au niveau régional. Les secteurs agricole et agroalimentaire sont présents dans l'ensemble des régions (indépendamment de leur emplacement géographique) et constituent un apport significatif à l'économie de certains territoires.

SECTEUR PRIMAIRE	
Agriculture	Toutes les régions à des degrés variables (voir la question n°3)
Pêche	Aquitaine, Donegal, Lika-Senj, Mures, Nordland, Suède Oriental
Forêt	Auvergne, Brodsko-Posavska, Donegal, Limousin, Östergötland, Ostrobothnia du Sud
SECTEUR INDUSTRIEL	
Agroalimentaire	Aquitaine, Alsace, Azores, Iles Baléares, Berat (bière, lait, huile d'olive, saucissons), Brodsko-Posavska, Dolj, FVG, Hunedoara, Medimurje, Ostrobothnia du Sud, Östergötland, Pozesko-Slavonska, Silésie, Suède Oriental, Tirana, Västra Götaland
Automobile / Transport équipement	Alsace, Iles Baléares, Oppland, Silésie, Tirana
Bois - transformation / Menuiserie / Production du papier	Dolj, Iles Baléares, Brodsko-Posavska, Calarasi, Hunedoara, Mures, Pozesko-Slavonska Zupanija, Silésie, Västmanland
Céramique et porcelaine	Limousin, Silésie
Chimie / Pharmacie / Santé	Auvergne, FVG, Petite Pologne
Construction	Açores, Aquitaine (5,4% de la valeur ajoutée nationale), Calarasi, Iles Baléares (11% de l'activité économique de la région), Brodsko-Posavska, Donegal (14,3% de la population active, 2006), Lika-Senj (13,7% de toutes les entreprises enregistrées dans la région), Medimurje, Mures, Pozesko-Slavonska, Silésie, Tirana, Somerset, Västra Götaland (6% de la population active)
Energie	Açores, Berat (fuel), Dolj, FVG (24,7%), Hunedoara, Nordland (fuel, gaz), Tirana (fuel), Somerset, Västmanland
Énergies renouvelables	Calarasi, Medimurje, Mures (gaz naturel)
Équipement électrique / électronique	Auvergne, Östergötland, Limousin, Silésie
Mécanique	Auvergne (industrie automobile et aéronautique, coutellerie), Brodsko-Posavska, Dolj, FVG, Hunedoara, Lika-Senj (28,13% des entreprises régionales), Limousin, Petite Pologne, Oppland, Tirana, Silésie, Västmanland
Métallurgie	Auvergne, Iles Baléares, Brodsko-Posavska, Dolj, FVG, Hunedoara, Karlovac, Małopolskie, Medimurje, Nordland, Pozesko-Slavonska, Oppland, South Ostrobothnia, Silésie, Tirana, Västra Götaland

Secteur minier	Açores, Berat (extraction des pierres de carrière), Hunedoara, Nordland, Petite Pologne
<b>SECTEUR TERTIAIRE</b>	
Tertiaire marchand	Aquitaine, Azores (hôtellerie, restauration, services financiers, transport), Iles Baléares (80% de l'activité économique de la région), Donegal (santé/social – 12% de la population active, éducation – 8,2% de la population active, hôtellerie – 6,8%, secteur bancaire), Lika-Senj (artisanat, hôtellerie, manufactures), Calarasi (assurances, éducation, hôtellerie, santé, services financiers, poste, télécommunications, tourisme, transport), Östergötland (services de communication, finances), Somerset (Secteur le plus important en terme d'emploi – hôtellerie, éducation, services financiers, administration publique, santé, transport), Suède Oriental (communication, services financiers), Medimurje (récemment, un très bon développement des activités touristiques), Nordland (business, éducation, formation, R&D, transport, tourisme), Västra Götaland (commerce et services de communication – 19% de la population active, finances – 14% de la population active), Väjjö (communication, éducation, finances, santé)
Immobilier	Azores, Lika-Senj
R&D / Innovation	Alsace (Biovalley)
TIC	Auvergne, Nordland, Medimurje

## 2. Où sont implantés ces secteurs d'activité ? En zone rurale ou urbaine ?

La réponse à cette question s'est avérée particulièrement difficile à résumer en raison du flou entourant la définition des aires rurales. Le résultat du questionnaire fait apparaître que le terme « rural » recouvre des significations assez variées. Façonnées par la géographie et l'histoire, les régions de l'UE se caractérisent par une diversité exceptionnelle. Certaines se considèrent comme entièrement rurales (Açores - zones rurales constituent 99,6% du territoire, Berat – 90% de la surface totale, ainsi que Medimurje et Ostrobothnia du Sud), alors même que les contours de cette définition, comme indiquent d'autres régions, restent à définir (Auvergne, Aquitaine). L'extrême richesse des activités agricoles et la différence des niveaux de développement économique des régions de l'UE conduit à penser qu'il n'existe pas une seule ruralité mais bien plusieurs.

Souvent, la notion de ruralité se voit restreinte à la seule densité de population. À titre d'exemple, la Suède Orientale définit les territoires ruraux en tant que les zones avec moins de 3000 habitants.

Le rural peut aussi être relié à la notion de paysage. Ainsi, en s'appuyant sur le critère de la morphologie du terrain, la région de Friuli Venezia Giulia divise son territoire en trois catégories :

1. Zone urbaine constituée de 4 villes : 33% de la population, 2,8% du territoire, 1780 pers/km<sup>2</sup>
2. Zone semi-urbaine (ou semi-rurale) englobant les plaines et hautes plaines : 61,8% de la population, 54,7% du territoire, 174 pers/km<sup>2</sup>
3. Zone de montagne: 5,8% de la population, 42,5% du territoire, 21,1 pers./Km<sup>2</sup>

Certaines régions s'appuient sur le critère du taux d'emploi à l'intérieur des zones rurales et urbaines dites agrégées (Iles Baléares, Dolj, Donegal, Calarasi). Cette méthode conduit à la répartition traditionnelle des activités entre la ville et la campagne. Tandis que l'industrie et les services se concentrent en villes, la production agricole reste prépondérante à la campagne.

La discussion fervente autour de « la ruralité » affirme, en outre, la dimension stratégique de cette notion, surtout en ce qui concerne la répartition des fonds consacrés au développement rural. Le cas de Somerset peut servir d'exemple. Bien qu'il existe au Royaume-Uni une classification officielle des zones rurales, les autorités régionales font souvent recours à leur propre définition afin de mieux cibler l'aide financière sur les zones rurales en difficulté.

La panoplie de notions que nous venons de présenter rend difficile la comparaison de la performance économique des différents milieux ruraux en Europe.

Bien évidemment, le secteur primaire est présent dans toutes les zones rurales. Couvertes de nombreuses forêts, certaines régions développèrent également la filière du bois, secteur porteur d'emplois et de métiers (Brodsko-Posavska, Donegal, Limousin, Mures, Nordland, Östergötland, Suède Oriental). Le bois est utilisé dans ces régions pour la construction ou à des fins énergétiques. La pêche représente un poids significatif dans l'économie des régions maritimes (Nordland).

En ce qui concerne l'industrie, on peut noter la présence en zones rurales de quelques secteurs qui nécessitent l'utilisation des ressources naturelles. Il s'agit de l'agro-alimentaire, la métallurgie, la construction et le secteur minier.

Concernant le secteur tertiaire, les services les plus répandus en milieu rural sont l'artisanat, le tourisme et le transport. Les services à la personne et de santé sont présents en zones rurales de la région de Växjö et du Limousin.

<b>ZONE URBAINE</b>	
Céramique / Porcelaine	Limousin
Chimie / Pharmacie / Santé / Biotechnologie	Petite Pologne
Équipement électrique / Électronique	Limousin, Östergötland
Mécanique	Brodsko-Posavska, Lika-Senj, Limousin, Petite Pologne
Métallurgie	Brodsko-Posavska, Petite Pologne, Slavonska (ville de Požega)
Transformation bois	Pozesko-Slavonska (ville de Požega), Suède Oriental
<b>ZONE RURALE</b>	
Agriculture	Toutes les régions
Agro-alimentaire	Brodsko-Posavska, Mures, Suède Oriental
Bois	Brodsko-Posavska, Mures, Östergötland
Construction	Donegal
Secteur minier	Pozesko-Slavonska Zupanija (zones où on peut extraire de la carrière - municipalité de Velika)
Métallurgie	Donegal, Nordland
Électronique	Suède Oriental
Pêche	Nordland
Services	Nordland (tourisme, transport), Växjö (services de santé)

### 3. Quel est le poids de l'agriculture au sein de votre région en pourcentage ?

Les réponses sont très variées pour cette question (voir le tableau ci-dessous). Le poids de l'agriculture au sein des régions a été présenté sous différents angles:

1. Poids de l'agriculture dans l'emploi total
2. Valeur ajoutée du secteur agricole à la production totale
3. Surface consacrée à la production agricole
4. Nombre d'entreprises agricoles enregistrées à la TVA

<b>RÉGION</b>	<b>POIDS DU SECTEUR AGRICOLE DANS L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE</b>
Alsace	40% du territoire régional 1% des personnes en âge de travailler
Aquitaine	9% de la valeur ajoutée nationale 5,6% de la valeur ajoutée régionale 1,5M ha des exploitations agricoles
Auvergne	3,3% de la valeur ajoutée de la région 6,3% du taux d'emploi 60% de la surface

Azores	9,6% de la valeur ajoutée (2004)
Bekes	12,00%
Berat	65,00%
Brodsko-Posavska	6,44%
Calarasi	33% du PIB régional
Donegal	6,7% de la population active
Dolj	78,9% de la surface totale 15% de la valeur ajoutée
Friuli Venezia Giulia	2,3% de la valeur ajoutée régionale
Hunedoara	38% de l'activité économique 39% de la surface totale
Iles Baléares	1,1% du PIB régional
Karlovac	2,9% des entreprises enregistrées dans la région 0,91% du taux d'emploi (Source: FINA, 2007)
Lika-Senj	3,1% du nombre d'entreprises enregistrées dans la région (2007)
Limousin	3,8% de la valeur ajoutée de la région 7% de la population active
Malopolskie	60,00%
Medimurje	59,45% de la population active 35% du PIB régional
Mures	2ème secteur de la région en terme du poids économique, Zones cultivables constituent 61% de la surface totale de la région
Nordland	7% du taux d'emploi
Oppland	5%
Ostrobothnia du Sud	10% de la population active
Pozesko-Slavonska Zupanija	4% (2003)
Somerset	17% des entreprises enregistrées 2,2% du taux d'emploi 2,4% du PIB régional 6% du PIB national
Silésie	1,6% du PIB de la région
Suède Oriental	2-3% de la population active
Tirana	21% de la population active (ensemble avec les secteurs de la construction et de transport)
Växjö	2,80%
Västra Götaland	1% du taux d'emploi

#### 4. Quel est le ratio entre la population rurale / population urbaine ?

Du fait que la définition uniforme de la ruralité n'existe pas, certaines régions ont eu du mal à répondre proprement à cette question. En gros, le ratio de la population urbaine et de la population rurale va de 7% en Alsace à 100% en Somerset (selon les méthodes de classification de zones rurales propres à chaque région)

RÉGION	RATIO POPULATION RURALE / POPULATION URBAINE
Alsace	7% - population rurale (février 2009)
Aquitaine	30% - population rurale
Auvergne	750,000 habitants dans les zones urbaines / 600,000 habitants dans les zones rurales Ratio: 0,8
Açores	Population des zones rurales = 241,763 personnes (2001)
Bekes	65% - population urbaine 35% - population rurale
Berat	Chiffres non disponibles
Brodsko-Posavska	54,49% - population urbaine 45,51% - population rurale
Calarasi	61% - population rurale 39% - population urbaine
Donegal	24,8% - population urbaine 75,2% - population rurale
Dolj	Population totale: 712,187 pers. Population urbaine: 382,108 pers. (53,6% de la population de la région) Population rurale: 330,079 pers (46,4%) Ratio population urbaine/rurale: 0,86
Friuli Venezia Giulia	33% - population urbaine 61,8% - population vivant dans les collines 5,8% - population vivant dans la zone de montagnes
Hunedoara	21% - population rurale 76,9% - population urbaine
Iles Baléares	Ratio: 0,42 (2007 - selon les critères de l'OCDE)
Karlovac	70% - population urbaine 30% - population rurale
Lika-Senj	33,6% - population urbaine 66,45% - population rurale
Limousin	61% - personnes vivant dans les espaces à dominante urbaine 39% - personnes vivant dans les espaces à dominante rurale
Malopolskie	1,620,769 pers. - population urbaine 1,653,858 pers. - population rurale
Medimurje	80% de la population vit dans les zones à prédominance rurale, 2008

Mures	48,8% - population urbaine 51,2% - population rurale
Nordland	
Oppland	2/3 de la population de la région
Ostrobothnia du Sud	60% - population rurale (selon la définition utilisée par les autorités finlandaises)
Pozesko-Slavonska Zupanija	74,5% - population urbaine 25,5% - population rurale
Somerset	100% - population rurale (selon la classification utilisée par la région, 2007)
Silésie	900,000 de personnes vivant dans les zones rurales, 21% de la population, 116 personnes/km <sup>2</sup>
Suède Oriental	35% - population rurale
Tirana	
Växjö	Population urbaine: 77%
Västra Götaland	25-30% de la population de la région (selon différentes définitions des zones rurales)

### 5. Quelle est la moyenne d'âge de la population de vos zones rurales ?

Ces chiffres ne sont pas disponibles dans les régions suivantes : Alsace ; Aquitaine, Auvergne, Brodsko-Posavska, Hunedoara, Oppland, Petite Pologne, Västra Götaland (la moyenne d'âge concerne l'ensemble de la population de la région, sans que la distinction soit faite entre la population urbaine et rurale). Dans les régions disposant des statistiques séparées pour la ville et pour la campagne, la moyenne d'âge varie fortement. Elle passe de 32,7 ans en région de Tirana à 69 (?) ans à Békés.

Double d'un exode rural des jeunes, le vieillissement de la population rurale à l'Ouest de l'Europe contribue à la raréfaction de la main d'œuvre et donc, des revenus agricoles en baisse pour ces régions.

RÉGION	MOYENNE D'ÂGE DE LA POPULATION DES ZONES RURALES
Alsace	Chiffres non disponibles pour les zones rurales
Aquitaine	Chiffres non disponibles
Auvergne	Chiffres non disponibles pour les zones rurales (les zones rurales témoignent tout de même un très grand flux migratoire vers les centres urbains)
Azores	Par tranches d'âge: 0-14 ans: 21,4% 15-24 ans: 17,0% 25-64 ans: 48,6% > 65 ans: 13,0%
Bekes	69 ans
Berat	45 ans
Brodsko-Posavska	Chiffres non disponibles

Calarasi	40,5 ans
Donegal	Par tranches d'âge: 0-14 ans: 23% 15-29 ans: 19,3% 30-44 ans: 21,1% 45-65 ans: 23,6% > 65 ans: 11,6%
Dolj	42,7 ans Hommes: 40,8 ans Femmes: 44,6 ans
Friuli Venezia Giulia	Par tranches d'âge: 0-14 ans: zones urbaines - 29,5%; plaines - 65%, montagne - 5% 15-39 ans: zones urbaines - 30,5%, plaine - 63,8%, Montagne - 5,7% 40-64 ans: zones urbaines - 32,3%, plaine - 61,8%, Montagne - 5,9% > 65 ans: villes - 36,7%, plaine - 57,4%, montagne - 6%
Hunedoara	L'espace rural témoigne d'un déclin démographique important du à la migration et au vieillissement de la population
Iles Baléares	Par tranches d'âge: 0-14 ans: 16,03% 15-64 ans: 70,14% > 65 ans: 13,83%
Karlovac	> 60 ans - 16% 0-14 ans - 17%
Lika-Senj	43 ans (2001)
Limousin	< 20 ans - 20% 20 - 59 ans - 52% > 60 ans - 28%
Malopolskie	Chiffres non disponibles
Medimurje	37,6 ans (2001)
Mures	~ 68,93 - 76,16 ans
Nordland	
Oppland	Hommes - 78,2 ans Femmes - 82,7 (zones rurales et urbaines toutes confondues)
Ostrobothnia du Sud	~ 50-60 ans
Pozesko-Slavonska Zupanija	~ 37,5 ans
Somerset	~ 41,1 ans (2001) La proportion des personnes de 15 à 24 ans vivant dans les zones rurales est en baisse.
Silésie	Hommes - 37,4 ans, Femmes - 40,5 ans 12,6% de la population active (1,5M) travaille dans le secteur agricole, forestier et dans la pêche. Le taux d'emploi dans le secteur primaire en Silésie est le plus élevé en Pologne.
Suède Oriental	Les principaux groupes d'âge: <20 ans et 35-65 ans

Tirana	~ 32,7 ans
Växjö	~ 42 ans
Västra Götaland	~ 47,7 ans (zones rurales et urbaines toutes confondues)

## 6. Quelles infrastructures sont présentes sur vos territoires ruraux ? Chemin de fer, transport en commun, etc. ?

La disponibilité et la qualité de l'infrastructure varient fortement d'une région à l'autre. Certaines régions possèdent une gamme étendue d'infrastructures tels que les réseaux routier, ferroviaire et aéroportuaire (Aquitaine, Limousin, Silésie). Ce maillage favorise le désenclavement et le développement économique du territoire.

L'Aquitaine est un exemple remarquable en matière du développement de l'infrastructure du transport. Située au centre de l'arc atlantique, sur un axe majeur de circulation Nord - Sud, la région dispose d'un réseau de transport très dense. Néanmoins, en raison d'une part de son éloignement et d'autre part de la présence du massif central qui constitue un obstacle naturel important, elle connaît des difficultés de communication avec les régions de l'Est de France. Améliorer l'accessibilité de l'Aquitaine et son ouverture vers les régions de l'Est fut donc un enjeu considérable. Le renforcement du système de transport actuel est une des conditions de cette ouverture - bien que la région soit déjà en possession de 6 gares TGV, les autorités locales se mobilisent pour multiplier le fret ferroviaire. En outre, l'Aquitaine intensifie ses efforts pour développer des plates-formes multimodales (5 grandes plates-formes de transport combiné rail-route et 5 axes autoroutiers, accès à Paris, Clermont-Ferrand, Toulouse, Bayonne, Montpellier). Elle souhaite aussi reporter une partie du transport routier vers le transport maritime. En ce qui concerne les liaisons aériennes, la région dispose de trois aéroports (Bordeaux - Mérignac, Biarritz - Anglet - Bayonne et Pau - Pyrénées) qui permettent de relier l'Aquitaine à la plupart des régions françaises et européennes.

Comme l'observe la région de Medimurje, la situation géographique des régions transfrontalières contribue de façon positive au développement des infrastructures de transport. Située entre trois pays, la Croatie, la Hongrie et la Slovénie, et à proximité de l'Autriche, la région bénéficie du développement rapide de son réseau ferroviaire international (à noter la ligne : Budapest - Rijeka/Split).

Le développement des liaisons maritimes et aériennes entre les îles et l'extérieur de la région est considéré comme prioritaire par les communautés maritimes. Ainsi, le gouvernement des Açores a mis en place un nombre de mesures législatives afin de promouvoir la régularité, la sécurité et la qualité du transport maritime des passagers et pour créer des conditions pour la réduction du coût des frets maritimes.

Cependant, certaines régions sont confrontées aux problèmes liés à la sérieuse défaillance ou même à l'absence complète de certains types d'infrastructure. L'insuffisance, la mauvaise qualité et la congestion du réseau ferroviaire est un problème majeur en Békés. Les chemins de fer et le transport public routier sont quasi inexistantes dans les zones rurales de Berat. La faible accessibilité au réseau constitue un obstacle majeur au développement de ses territoires car non seulement elle conditionne la rapidité et la régularité des acheminements de produits plaçant la région en situation défavorable de compétitivité, mais elle agit aussi en véritable frein à la cohésion sociale (accès de la population aux soins de santé, à l'éducation ou aux services culturels).

En région d'Auvergne, le réseau routier rapide (autoroutes) est limité à une partie du territoire dorsale nord-sud (A71-A75) et une transversale est-ouest (A89) qui limitent l'accès pour les départements du Cantal et de la Haute-Loire. Le réseau ferroviaire est aussi très peu entretenu, ce qui restreint aujourd'hui la desserte des milieux ruraux. Aucune ligne TGV n'existe dans la région. Pour résoudre ce problème et favoriser la cohésion territoriale, l'Auvergne a lancé certaines initiatives en faveur du covoiturage et des offres de transport à la demande. Ce type de transport

est également encouragé par Donegal par le biais du schéma régional pour le transport public rural. Économiquement plus rentable et mieux ajusté à la demande, le réseau de minibus sillonne les régions de Silésie et de Somerset. Du fait de sa très basse rentabilité, le transport public est aussi très peu développé en Ostrobothnia du Sud (utilisation massive du transport privé).

Le réseau routier est également d'une très basse qualité en zones rurales de Väster Götaland. Pour re-intégrer ces territoires à des centres urbains, la région envisage de reprendre et de réaménager certaines voies navigables telles que le lac de Vänern et la rivière de Göta älv. La stratégie régionale vise également à assurer la fourniture des services Internet à tous les foyers régionaux à l'horizon de 2009 (Internet à débit 2 Mbit/sec.)

Certaines régions (Dolj, Hunedoara) ont lancé de vastes programmes de modernisation des réseaux routier et ferroviaire pour améliorer la connectivité de leurs territoires. Cependant, l'entretien et le renouvellement de l'infrastructure se heurtent à de nombreux problèmes. En Karlovac, le statut flou de la propriété des chemins de fer constitue un véritable frein à leur modernisation. L'achèvement du processus de privatisation semble une étape incontournable à la reconstruction des lignes ferroviaires, surtout celles qui mènent vers les villes à haut potentiel touristique tels que Split et Rijeka.

## **7. Quels sont les services présents sur vos zones rurales ? Transport, écoles, commerces, postes, artisanats, entreprises (Quelle taille ?)**

Les zones rurales font face à un problème commun: la création d'emplois durables et de qualité. Comme le démontre notre questionnaire, l'écart entre les espaces urbains et ruraux ne cesse de se creuser dans ce domaine. Bien que les zones rurales représentent 93% du territoire de l'Union européenne, le revenu par habitant y est pratiquement deux fois moins élevé que dans les zones urbaines. À la campagne, le secteur tertiaire tend à être dominé par le secteur public et les services privés à être sous-développés.

Comme le constatent Auvergne, Bekes, Donegal, FVG, Hunedoara, Limousin, Ostrobothnia du Sud et Växjö, le nombre d'écoles est en diminution dans les zones rurales. Les commerces ont tendance à se regrouper dans les bourgs tout comme les services. Les agences de poste sont en cours de fermeture, ou transférées vers les stations de service ou petits magasins alimentaires. Les artisans sont présents dans les zones rurales mais sont le plus souvent regroupés dans les bourgs centres. La région de Västra Götaland met en lumière un autre problème - celui de la fermeture des stations de service en raison du non-respect des nouvelles normes européennes de sécurité. En conséquence, les particuliers doivent parfois parcourir 20 km pour rejoindre la station de service la plus proche de leur domicile.

L'entrepreneuriat dans la campagne européenne reste lui aussi relativement faible. Si certaines grandes entreprises se trouvent en zones rurales du fait d'un ancrage historique fort, comme Aubert et Duval, Louis Vuitton, Sanofi en Auvergne, ce n'est pas la règle partout. En Dolj et Oppland, les entreprises rurales sont surtout celles de petites tailles (moins de 15 employés).

Cependant, il existe en Europe certains projets exemplaires en matière du développement de service en milieu rural. Les régions d'Açores, Aquitaine, Békés et Somerset témoignent de l'essor des services du tourisme. La région de Silésie instaure des services de conseil technique et juridique en milieu rural. Le Limousin et les Açores ont développé en zones rurales les services de santé et aux personnes âgées.

En ce qui concerne la promotion de l'entrepreneuriat, la région de Somerset a lancé un programme de reconversion d'anciens bâtiments ruraux (projet « Renaissance rurale » - Rural Renaissance). Une fois rénovés, ces bâtiments deviendront les sièges de PME (p.ex. petits magasins vendant les produits agricoles). La région encourage aussi le travail à domicile par le biais des mesures liées à la promotion des technologies de communication et de commercialisation.

Comme le note l'Aquitaine : « grands pourvoyeurs d'emploi, les services aux particuliers vont bénéficier des changements dans les modes de vie et de l'attrait démographique et touristique de la campagne. Parmi les services aux particuliers, les services à la personne sont appelés à se développer considérablement du fait des migrations villes-campagne, et du vieillissement de la population. Dans ce secteur, l'économie sociale et solidaire devrait trouver une opportunité à se développer. Le maintien et le développement des services sont des enjeux prioritaires pour les territoires de projet : ils sont inscrits dans la très grande majorité des chartes de territoires ; services à l'enfance, à la jeunesse, aux personnes âgées, mais la question de la santé est également prégnante ».

### **8. et 9. Les enjeux environnementaux sont-ils pris en compte au sein de vos régions ? Transports, émission de gaz à effet de serre ? Des dispositifs sont-ils mis en place dans votre région pour répondre à ces enjeux ?**

Les enjeux environnementaux sont considérablement pris en compte au sein des régions européennes.

Le budget de la région d'Alsace consacré à l'environnement et aux énergies renouvelables augmente chaque année et représente 15M en 2009. En outre, la région instaure récemment une série de lois relatives à la protection de l'environnement dont les plus importants sont:

- Le schéma d'aide aux investissements pour la réduction des émissions de CO2
- Les aides au développement des ressources des énergies renouvelables en agriculture
- L'aide à la réduction des produits phytosanitaires
- Le programme d'incitation au développement de l'agriculture biologique (fiches ci-jointes).

Mureç introduit tout récemment le principe du « pollueur-payeur » au sein de sa législation environnementale. Pour réduire l'impact des effets négatifs que la production agricole intensive aurait sur l'environnement, le gouvernement des Açores a fait passer une loi concernant les bonnes pratiques agricoles (Good Agricultural Practices). Celles-ci doivent être impérativement respectées par tous les agriculteurs. Les autorités de la région s'efforcent aussi à augmenter la surface consacrée à l'agriculture biologique. Le gouvernement de l'île a même lancé un projet d'étude visant à analyser la fertilité du sol et la situation des zones rurales sensibles. L'agriculture biologique constitue également un dossier prioritaire en Limousin et Ostrobothnia du Sud qui vient de mettre en place une réglementation encadrant l'usage des pesticides.

La collecte séparée, la gestion des déchets ainsi que l'aménagement des sites de dépôt sont des enjeux cruciaux pour les nombreuses régions de l'Est de l'Europe et des Balkans telles que les Açores, Bekes, Berat, Mures, Brodsko-Posavska, Pozesko-Slavonska, Tirana.

La pollution de l'eau en milieu rural et la dynamique de restauration de sa qualité sont des préoccupations majeures pour les Açores, Auvergne, Brodsko-Posavska, Dolj, Karlovac et Mureç. Le secteur agricole est l'un de premiers contributeurs à la pollution des eaux de ces régions. La concentration des élevages donne un excédent de déjections animales ; celles-ci s'évacuent dans les cours d'eau et constituent une source de pollution bactériologique. Les engrais chimiques altèrent la qualité des nappes souterraines qu'ils atteignent par infiltration des eaux. En outre, les herbicides, insecticides et autres produits phytosanitaires s'accumulent dans les sols et les nappes phréatiques.

La pollution de l'eau provoquée par le secteur agricole rend son utilisation dangereuse et perturbe l'écosystème aquatique. Ce phénomène est suivi de près en Karlovac où le système des eaux souterraines (caves souterraines) facilite l'intensification et la transmission de la pollution agricole. Aux Iles Baléares, le comité technique vient d'être créé au sein de la Direction Générale pour le changement climatique et l'éducation environnementale pour évaluer la participation du secteur agricole au changement climatique.

La plupart des régions européennes favorisent également le développement des énergies propres. Constitué d'entreprises privées, des représentants du gouvernement et des universités régionales, le cluster Podkarpackie a pour but de promouvoir la production et l'utilisation de l'énergie à partir

des sources renouvelables en Petite Pologne. La région de Växjö a décidé de focaliser l'investissement sur l'énergie géothermique et solaire. Les autorités de la région se sont également prononcées en faveur du bioéthanol et de son utilisation dans le transport. Cependant, sa consommation à une plus grande échelle pose des problèmes en termes de l'approvisionnement (les stations de service indisponibles). La région d'Oppland s'est fixé comme objectif l'utilisation de 5% de biofuels dans le secteur de transport public à l'horizon de 2010. La région de Medimurje produit de l'énergie électrique à partir des sources hydrauliques. L'énergie éolienne fait l'objet du plan d'action du Limousin. Le Västra Götaland entend utiliser la biomasse et les déchets agricoles pour produire de l'énergie.

Dotée d'un patrimoine naturel, géographique et paysager remarquable et diversifié, la plupart des régions européennes ont instauré des systèmes de protection des zones naturelles. Les milieux naturels représentent 52% de la superficie du territoire aquitain soit 2152 km. Les milieux aquatiques et humides sont notamment très représentés. La biodiversité en Aquitaine fait l'objet d'une politique de protection suivie. Le réseau des sites Natura 2000, désormais finalisé, couvre pour sa partie terrestre 10,3% du territoire régional (plus de 30% en Pyrénées Atlantique, principalement en zone montagnarde), dont près de 80% en milieu agricole ou forestier (150 sites). Des efforts restent à poursuivre pour préciser le cadre d'une gestion durable de ces milieux, à développer dans un cadre contractuel. Une bonne partie de zones rurales d'Açores, de Lika Senj et Medimurje (50% de la surface totale) appartiennent également au réseau Natura 2000. En 2008, la région de Somerset a mis en place le programme « Paysage vert et plaisant » (Green and Pleasant Landscape Project). Dotée d'une enveloppe budgétaire de 10,000 livres, ce programme vise à inciter les établissements régionaux du tourisme à adhérer au schéma régional du développement durable. Les tours opérateurs qui s'inscrivent dans cette démarche, peuvent obtenir la certification « tourisme responsable ». Il s'agit du plus grand système de certification de ce type en Europe. Il a été entièrement validé par les autorités nationales britanniques.

Certaines régions sont également exposées à une grande diversité d'aléas naturels tels que les mouvements de terrain, incendies, inondations, séismes, avalanches. La région d'Aquitaine est classée zone à haut risque pour les « feux de forêts » : 1690 départs de feux par an en moyenne (hors Pyrénées-Atlantiques) sont enregistrés pour la période 1980-2004. Les départements de la Gironde et des Landes occupent les premières places nationales en terme du nombre annuel des départs de feu. Malgré cela, les surfaces brûlées restent faibles grâce à la qualité de la politique de prévention. La région de Somerset a mis en place un programme similaire. Intitulé « JAF – Joint Action for the prevention of flooding », ce projet vise à apporter des aides financières pour la réalisation de travaux de protection des lieux habités contre les inondations par débordements de cours d'eau, quelle qu'en soit la maîtrise d'ouvrage.

## **10. Souhaiteriez-vous partager et échanger des expériences présentes sur d'autres régions pour les adapter à votre région en matière de développement rural ?**

La plupart des régions se sont montrées très ouvertes à l'idée d'instaurer des nouvelles opportunités de coopération en matière de développement rural. Certaines souhaitent échanger des bonnes pratiques afin de répondre à leurs besoins spécifiques.

La région de Västra Götaland cherche à partager son savoir-faire concernant le développement et la promotion des énergies propres et du transport durable. La région de Dolj est intéressée par tous les projets qui pourraient lui servir d'inspiration pour l'élaboration de sa stratégie de développement rural.

L'Ostrobothnia du Sud propose de mettre en place un réseau régional d'échange d'expériences en matière de développement rural. La région du Limousin suggère de saisir les opportunités déjà existantes. Ainsi, les nouveaux transferts d'expérience pourraient bel et bien se faire à travers le réseau RUR@CT, initiative Interreg IVC dont le Limousin est le chef de file.

La région de Tirana fait savoir que certaines régions pourraient avoir du mal à se joindre à ce type d'initiative en raison de leurs compétences opérationnelles insuffisantes en matière de développement rural.

## INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

**Pour de plus amples informations sur le questionnaire, veuillez contacter :**

- **Claude Tremouille**, vice-président de la commission 1 de l'ARE : [c-tremouille-cr-limousin@wanadoo.fr](mailto:c-tremouille-cr-limousin@wanadoo.fr)
- **Justyna Podralska**, administratrice à la commission 1 de l'ARE : [j.podralska@aer.eu](mailto:j.podralska@aer.eu)